

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 22/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FM France

BP 392
57370 Phalsbourg

Références : IC-R/0402/24-AL/SL
Code AIOT : 0005105407

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/07/2024 dans l'établissement FM France implanté Lieu-dit La Solle à bleuets Rue de Gournay 60490 Ressons-sur-Matz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FM France
- Lieu-dit La Solle à bleuets Rue de Gournay 60490 Ressons-sur-Matz
- Code AIOT : 0005105407
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société FM France est spécialisée dans l'entreposage de produits de grande consommation, de

matières combustibles et dangereuses dont notamment des générateurs d'aérosols. Les principaux clients présents sur l'implantation de RESSONS SUR MATZ sont :

- CARREFOUR,
- HENKEL (colles),
- l'OREAL (cosmétique), aérosols,
- Europa 2, Eole 2,
- BIC, briquets.

Le site est gardienné 24h/24, il fonctionne en 3*8 du lundi au dimanche. Environ 300 personnes sont présentes sur le site, en intégrant le personnel intérimaire.

L'établissement est classé sous le régime SEVESO Seuil Haut. Le risque principal est l'incendie.

Les activités sont autorisées et réglementées par arrêté préfectoral en date du 6 juillet 2009, et par l'arrêté préfectoral complémentaire du 12 janvier 2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	PC 2 : chaufferies	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.7.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PC 1 : mesures de maîtrise des risques pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.5.1	Sans objet
3	PC 3 : mesures de maîtrise des risques pour la sécurité (chaufferie)	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.5.1	Sans objet
4	PC 4 : locaux de recharge de batterie	Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.7.3	Sans objet
5	PC 5 : produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe III - 1.2.iii	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 18 juillet 2024 a permis de lever les observations relevées lors de la visite d'inspection du 14 décembre 2023.

Cependant, lors de la visite, l'inspection n'a pas pu statuer sur certaines prescriptions n'ayant pas les informations nécessaires.

Il est donc demandé à l'exploitant de transmettre sous 10 jours les éléments permettant de statuer sur la conformité de ces prescriptions (sécurité chaudière).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : mesures de maîtrise des risques pour la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Portes coupe-feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. Cette liste est intégrée dans le système de gestion de la sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour. [...]
Constats : Constats de la visite du 14 décembre 2023 : L'inspection avait porté sur l'aspect maintenance d'une mesure de maîtrise des risques (MMR) identifiée par l'exploitant, ainsi que sur les mesures compensatoires prévues en cas d'indisponibilité de cette MMR. Sur cette MMR, l'exploitant réalise des contrôles externes et des opérations de maintenance interne ou externe. Il avait été constaté quatre observations : <ul style="list-style-type: none">• l'examen des rapports de vérifications annuelles externes 2022 et 2023 met en évidence que la porte 64 n'a pas été vérifiée en 2022. Il convient de vérifier que l'ensemble du parc a bien fait l'objet d'une vérification lors des prochains contrôles ;• certains constats du rapport DI.MA.POSE en date du 30 mai 2023 concernant la plateforme SCAPARF (Ressons 2) qui est une autre ICPE distincte. Les prochains rapports devront être clairement distincts ;• la fiche de suivi ESI est à modifier (nombre total de portes coupe-feu (CF) erroné : 61 au lieu de 72) ;• les 2 rapports SPIE concernant la visite semestrielle de la SSI mentionne un parc de 46 portes installées et 46 portes testées. L'exploitant vérifiera ce chiffre. Constats de la visite du 18 juillet 2024 : Concernant l'observation n°1 : Lors de la visite, l'exploitant a précisé que le site comptait 54 portes CF et 18 amenées d'air et non 72 portes CF. L'exploitant a transmis par mail du 23 juillet 2024 un plan de son site avec les portes CF et les amenées d'air. Ce plan fait état de 54 portes CF et de 18 amenées d'air. L'exploitant a présenté le rapport de visite de la société DI MA POSE du 9 novembre 2023 concernant les portes CF. Il y est mentionné des travaux urgents pour les portes suivantes : <ul style="list-style-type: none">• porte n°8 : joint intumescent et chicane haute murale détérioré ;• porte n°23 : guide au sol tordu qui ne joue plus son rôle ;• porte n°67 : joint graphique détérioré sur 2100 mm ;

- porte n°71 : joint graphique détérioré sur 2000 mm.

L'exploitant a transmis par mail du 23 juillet 2024 le rapport d'intervention de la société DI MA POSE du 18 décembre 2023. Il y est mentionné la réalisation de travaux sur les 4 portes citées précédemment. Il y est mentionné un "bon fonctionnement" des portes.

L'exploitant a présenté le rapport de vérification périodique en exploitation des moyens de secours concourant à la sécurité incendie (contrôle des portes CF) du 29 mai 2024 par la société Bureau Veritas. Il y est mentionné que l'ensemble des portes CF ont une fermeture satisfaisante et que les portes 62 et 63 n'ont pas été intégrées au contrat. En effet, il s'agit de baie vitrée et non de porte. Le plan des portes CF de la plateforme répertorie bien ces baies vitrées comme des amenées d'air. De plus, l'inspection a vérifié lors de la visite qu'il s'agissait bien de baies vitrées.

L'exploitant a transmis par mail du 23 juillet 2024 le rapport de maintenance préventive annuelle du SSI de catégorie A de la société SPIE du 22 mars 2024. Il y est mentionné que 54 portes CF ont été testées. Les observations suivantes sont listées :

- problème d'asservissement de la PCF 72 qui ne déclenche que par détection du B3 et non du B6 ;
- pas de remontée d'information sur le SSI lors d'une détection gaz dans le B3 donc pas de déclenchement de la PCF 57, cependant la PCF 57 s'ouvre correctement lors des tests incendie ;
- la PCF 10 présente un gros frottement au sol, prévoir réglage.

L'ensemble des portes CF et des détections associées ont bien été contrôlées en 2024.

L'exploitant a transmis par mail du 8 août 2024 une attestation de la société SPIE du 2 août 2024 concernant les essais suite aux levées de réserve du site (cf rapport de maintenance SSI du 22 mars 2024). Il est mentionné que suite aux actions menées, la société SPIE atteste que les essais réalisés sont conformes et que le système est fonctionnel.

Concernant l'observation n°2 : l'exploitant a mentionné lors de la visite d'inspection du 18 juillet 2024 prendre en compte cette demande pour la réalisation des prochains rapports.

Concernant l'observation n°3 : l'exploitant a déclaré par courrier du 8 mars 2024 avoir modifié les fiches de suivi ESI. La fiche modifiée a été transmise en annexe du courrier.

Concernant l'observation n°4 : le dernier rapport de contrôle SPIE de 2024 mentionne 54 portes CF. Cela correspond au nombre de portes répertorié.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : PC 2 : chaufferies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.7.4

Thème(s) : Risques accidentels, chaufferies

Prescription contrôlée :

Les chaufferies sont situées dans des locaux exclusivement réservés à cet effet, extérieurs à l'entrepôt ou isolés par une paroi REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). Toute communication éventuelle entre chaque chaufferie et l'entrepôt se fait soit par un sas équipé de deux blocs-portes RE 30 (pare-flamme de degré une demi-heure), munis d'un ferme-porte, soit par une porte EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures).

Le local de chaufferie dispose par ailleurs :

- d'un arrêt d'urgence de type coup de poing disposé à l'extérieur du local et permettant d'isoler électriquement la chaufferie ;
- d'une détection de gaz avec alarme et provoquant la coupure de l'arrivée de gaz et de l'alimentation électrique à 60 % de la LIE (limite inférieure d'explosivité).

Le brûleur est équipé d'un détecteur de flamme. 2 vannes automatiques redondantes sur la canalisation d'alimentation du gaz et asservies au détecteur du brûleur permettent de couper l'alimentation en gaz en cas de défaillance du brûleur.

Sans préjudice de la réglementation applicable aux appareils et équipements sous pression, la chaudière est équipée :

- de soupapes ;
- d'une alarme de pression haute avec commande d'arrêt de la chaudière;
- d'une alarme de niveau bas en eau avec commande d'arrêt de la chaudière.

[...]

Constats :

La chaufferie est située dans un local exclusivement réservé à cet effet à l'extérieur de l'entrepôt.

Lors de la visite, il a été constaté la présence d'un arrêt d'urgence de type coup de poing et d'une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs à l'extérieur du local.

L'exploitant a transmis par mail du 8 août 2024 une attestation de la société SPIE du 7 août 2024. Il y est mentionné que des tests ont été réalisés sur la coupure d'urgence extérieure à la chaufferie (type coup de poing) et que le fonctionnement est "ok". Il y est également mentionné la réalisation d'un contrôle et d'un test du bon fonctionnement de la vanne d'arrivée gaz. Il est écrit : "fonctionnement OK".

Un système de détection de gaz est présent dans le local. Une détection CO - méthane (3 capteurs méthane et 1 capteur CO) et une détection thermique sont présentes dans le local chaufferie. Les coupures du gaz et de l'alimentation électrique de la chaufferie sont asservies à la détection gaz.

L'exploitant mentionne qu'il y a deux seuils pour la détection méthane :

- un seuil à 15% de la LIE du méthane qui déclenche une alarme au poste de garde ;
- un seuil à 30% de la LIE qui provoque la coupure de l'arrivée de gaz et de l'alimentation électrique.

L'exploitant a présenté le rapport d'intervention n°240424171907 du 24 avril 2024 de la société Teledyne (étalonnage).

Le rapport mentionne que le test des asservissements n'a pas été réalisé car l'agent de la société Teledyne n'était pas accompagné par le client et non autorisé à effectuer les manœuvres de réarmement des boucles de sécurité.

Le contrôle des seuils d'alarme a été réalisé pour la détection méthane et CO.

Pour les capteurs méthane, il faut respectivement 19, 21 et 22 secondes pour détecter 90% de la teneur en CH₄ dans l'environnement. Pour le capteur CO, il faut 45 secondes pour détecter 100 ppm en CO dans l'environnement.

Le rapport mentionne que ces relevés sont conformes.

L'exploitant a également présenté le rapport d'intervention n°240530170010 du 30 mai 2024 de la société Teledyne (asservissements). Le rapport mentionne que les asservissements sont OK (Alarme 1 = report d'alarme poste de garde - Alarme 2 = coupure alimentation électrique + fermeture électrovanne gaz + report Gestion Technique Centralisée).

La chaudière est équipée de deux soupapes. Ces soupapes ont été contrôlées le 2 mai 2024 par la société SPIE. Le rapport conclut au bon état de fonctionnement des soupapes de sécurité.

Lors de la visite d'inspection, aucun élément n'a été présenté concernant :

- la détection de gaz au niveau du brûleur et l'asservissement sur l'alimentation au gaz ;
- l'alarme de pression haute avec commande d'arrêt de la chaudière ;
- l'alarme de niveau bas en eau avec commande d'arrêt de la chaudière.

Par courrier du 8 août 2024, l'exploitant a transmis une attestation de la société SPIE du 7 août 2024 mentionnant, notamment, les éléments suivants :

- contrôle des viseurs de flamme des chaudières : fonctionnement OK ;
- contrôle et tests de la sécurité manque d'eau, seuil haut et seuil bas : fonctionnement OK.

Aucun élément n'indique que "les viseurs de flamme" mentionnés dans l'attestation de la société SPIE du 7 août 2024 correspondent au détecteur de flamme du brûleur. De plus, il n'est pas fait mention des asservissements associés (deux électrovannes sont asservies au détecteur de brûleur permettant de couper l'alimentation en gaz en cas de défaillance du brûleur).

Concernant l'alarme de niveau bas en eau avec commande d'arrêt de la chaudière, l'attestation de la société SPIE du 7 août 2024 indique que des contrôles et tests de la sécurité manque d'eau, seuil haut et seuil bas ont été faits et que "le fonctionnement est OK".

Concernant l'alarme de pression haute avec commande d'arrêt de la chaudière, aucun élément n'a été fourni.

Non-conformité (fait modéré) : l'inspection n'a pas constaté d'élément attestant de la présence :

- d'un détecteur de flamme au niveau du brûleur entraînant la fermeture automatique de 2 vannes redondantes sur la canalisation d'alimentation du gaz en cas de défaillance du brûleur;
- d'une alarme de pression haute avec commande d'arrêt de la chaudière.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande d'action corrective :

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place les équipements suivants (ou de transmettre les éléments attestant de leur existence) :

- un détecteur de flamme au niveau du brûleur entraînant la fermeture automatique de 2 vannes redondantes sur la canalisation d'alimentation du gaz en cas de défaillance du brûleur;
- une alarme de pression haute avec commande d'arrêt de la chaudière.

Demande de justificatifs :

Concernant l'alarme de niveau bas avec commande d'arrêt de la chaudière, il est mentionné dans l'attestation de la société SPIE du 7 août 2024 que des tests de sécurité ont été faits. L'exploitant précisera s'il s'agit bien de l'asservissement prescrit (arrêt de la chaudière). Il précisera également ce qu'est le "seuil haut " testé par la société SPIE.

Observation : l'exploitant vérifiera la cohérence des hypothèses prises en compte dans l'étude de danger du site avec les délais de détection des capteurs mesurés dans les tests du 24 avril 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : PC 3 : mesures de maîtrise des risques pour la sécurité (chaufferie)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.5.1

Thème(s) : Risques accidentels, chaufferie

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. Cette liste est intégrée dans le système de gestion de la sécurité. Elle est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour.

Elle comporte au moins les éléments suivants :

[...]

- pour la chaufferie et les chaudières, la détection de gaz dans le local et les asservissements associés, le système extérieur de sectionnement de l'alimentation en gaz, la détection de gaz au niveau du brûleur et l'asservissement sur l'alimentation au gaz, les alarmes de niveau bas en eau ainsi que les alarmes de pression haute dans les chaudières et asservissement associés.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté sa liste des MMR. Cette liste reprend, à minima, l'ensemble des MMR listées à l'article IX.5.1 de l'arrêté préfectoral du 6 juillet 2009. Cette liste nommée "RES-14413/1" a été mise à jour le 22 avril 2022. Cette liste est intégrée dans le système de gestion de la sécurité.

Les constats sont formalisés au point de contrôle n°2 (cf ci-dessus).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : PC 4 : locaux de recharge de batterie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2009, article IX.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, locaux de recharge batterie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible.</p> <p>Les locaux de recharge de batteries des chariots automoteurs doivent être séparés des cellules de stockage par des parois et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ces parois et ces portes sont respectivement REI 120 et EI 120 (coupe-feu de degré 2 heures). La recharge des batteries est interdite hors des locaux de recharge ou, dans le cas des entrepôts automatisés, hors des zones spéciales conçues à cet effet dans les cellules,</p> <p>Dans les ateliers de charge d'accumulateurs, la ventilation est asservie à la mise en œuvre du matériel de charge afin de prévenir la formation d'une atmosphère explosible due à un dégagement d'hydrogène. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site comporte deux locaux de recharge de batterie. Ces locaux sont séparés des cellules de l'entrepôt par un couloir.</p> <p>Salle de charge n°1: L'exploitant a transmis par mail du 23 juillet 2024 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une attestation du 24 septembre 2022 de la société Xella attestant que les murs séparatifs en panneaux béton cellulaire de l'ensemble de la phase 1 du bâtiment FM Logistic à Ressons sur Matz sont des murs coupe-feu de degré 2 heures (REI 120). Il y est également mentionné que ces murs dépassent d'au moins un mètre la couverture au droit du franchissement ; • une attestation du 30 novembre 2012 de la société CAPREMIB attestant que la structure principale en béton (poteaux, poutres et pannes) des bâtiments 1, 12, 11, 10, locaux techniques, bureaux principaux et secondaires est stable au feu 2 heures. <p>D'après le plan d'ensemble révisé du 17 septembre 2012, la salle de charge n°1 fait partie de la phase 1 intégrant les bâtiments 1,12, 11, 10, locaux techniques (dont salle de charge n°1), bureaux principaux et secondaires. La salle de charge n°1 est séparée des cellules de stockage par deux murs coupe feu REI 120 (étant donné la présence d'un couloir entre les cellules et la salle de charge).</p> <p>La salle de charge n°1 dispose d'une porte coulissante et de deux portes battantes de type coupe feu de degré 2 heures. Ces portes ont été contrôlées le 9 novembre 2023 (cf PC1).</p>

Salle de charge n°2 :

L'exploitant a transmis par mail du 23 juillet 2024 une attestation du 29 avril 2015 de la société Xella attestant que les murs du local de charge sont des murs coupe-feu de degré 2 heures (REI 120) et que ces murs dépassent d'au moins 1 mètre la couverture au droit du franchissement.

D'après le plan d'ensemble révisé du 9 septembre 2015, la salle de charge n°2 fait partie de la phase 2 intégrant les bâtiments B7, B8, B9, bureaux secondaires B8B9. La salle de charge n°2 est séparée des cellules de stockage par deux murs coupe feu REI 120 (étant donné la présence d'un couloir entre les cellules et la salle de charge).

La salle de charge n°2 dispose d'une porte coulissante et de deux portes battantes de type coupe feu de degré 2 heures. Ces portes ont été contrôlées le 9 novembre 2023 (cf PC1).

Il y a trois extracteurs d'air dans le local de charge n°2 et deux extracteurs dans le local de charge n°1.

La ventilation fonctionne continuellement car il y a tout le temps des batteries en charge.

Il y a trois grilles de ventilation basse par local de charge.

L'exploitant mentionne qu'il y a plusieurs maintenances internes de type mensuelle, trimestrielle ou semestrielle.

La maintenance sur les tourelles d'extraction a eu lieu semaine 26 (fin juin 2024). L'exploitant a présenté son suivi sur les types de maintenance sur le système d'extraction.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : PC 5 : produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe III - 1.2.iii

Thème(s) : Risques accidentels, produits de décomposition

Prescription contrôlée :

Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles :

En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

Constats :

L'exploitant a mandaté SOCOTEC ENVIRONNEMENT pour la mise en place d'une astreinte pour son site de RESSONS-SUR-MATZ visant à mettre en œuvre les dispositions suivantes :

- disponibilité 24h/24 et 7j/7 ;
- arrivée sur le site en moins de 4h après appel de l'astreinte/déclenchement de l'alerte ;
- intervention avec des moyens de prélèvements simples, rapides et fiables ;
- réalisation de prélèvements à l'extérieur du site près des populations ou aux endroits jugés stratégiques.

L'exploitant a fourni le document "Premiers prélèvements environnementaux en situation incidentelle/accidentelle - Stratégie de prélèvements : paramètres suivis, points de mesures, méthodes et durées de prélèvements pressenties" du 26 avril 2023 réalisé par la société SOCOTEC.

Ce document indique que compte tenu des polluants pris en compte dans la dernière étude de dangers du site et des éléments scientifiques parus dans les derniers guides, les traceurs retenus pour les premiers prélèvements atmosphériques en cas d'incendie sont les suivants :

- le monoxyde de carbone (CO) ;
- les oxydes d'azote (NO₂) ;
- l'acide Cyanhydrique (HCN) ;
- les oxydes de soufre (SO₂) ;
- le chlorure d'hydrogène (HCl) ;
- le fluorure d'hydrogène (HF) ;
- l'acide phosphorique (H₃PO₄) ;
- les Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP) ;
- les Composés Organiques Volatils (COV) ;
- les BTX (Benzène, Toluène et Xylène) ;
- le Formaldéhyde.

Le site FM Logistic de RESSONS-SUR-MATZ ne dispose pas de matériel de mesure environnementale de première intervention. Le site est équipé d'une manche à air, afin d'indiquer le sens du vent.

Un exercice sur la mise en place des premiers prélèvements environnementaux a été fait le 29 mars 2024 en collaboration avec SOCOTEC.

Le premier point de mesure a été mis en place 2h40 après l'appel de l'astreinte SOCOTEC.

Le REX fait apparaître les points suivants :

- mettre en place un système de PTI DATI (Protection Travailleur Isolé) dans le cas où le technicien SOCOTEC serait seul à installer les points de prélèvements (non accompagné par une personne de FM Logistic) ;
- lors de la pause des points de prélèvements, veiller à cacher les sacs à dos et cabanes pour éviter tout vol/détérioration de matériels lorsque ces derniers sont proches d'habitations ou écoles.

Type de suites proposées : Sans suite